

**N° DP 25/326**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ACQUISITION D'UNE PARCELLE SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER, CHEMIN DE L'OÏDE - CADASTREE SECTION BH N°809 - DECISION MODIFICATIVE**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la décision du Bureau Métropolitain n°19/496 du 13 mai 2019,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LA SEYNE-SUR-MER,

**CONSIDERANT** le refus des services du cadastre d'appliquer le procès-verbal de délimitation et le document d'arpentage n° 1504 établis par Monsieur DEPLAGNE Robert, Géomètre expert, au motif qu'ils n'étaient pas numérisés et par conséquent non exploitables aujourd'hui, il a été nécessaire de missionner un nouveau géomètre qui a produit le document modificatif du parcellaire cadastral n° 8895D,

**CONSIDERANT** le document modificatif du parcellaire cadastral n° 8895D daté du 11 juillet 2022 créant la parcelle cadastrée section BH n°809 d'une superficie de 77 m<sup>2</sup> issue de la parcelle cadastrée section BH n°199 appartenant aux consorts LALOUX et LE RESTE, constituant le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier 98-114 chemin de l'Oïde,

**CONSIDERANT** qu'il convient de modifier la décision métropolitaine n°19/496 du 13 mai 2019,

**CONSIDERANT** que cette modification, au regard des dispositions de la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 relative à la délégation au Président et au Bureau, relève désormais de la compétence du Président,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE MODIFIER** l'article 2 de la décision métropolitaine n°19/496 du 13 mai 2019 et **D'ACQUERIR** pour un montant d'un euro symbolique (1€) la parcelle sise à La Seyne-sur-Mer (83500) 98 chemin de l'Oïde cadastrée section BH n°809, issue de BH n°199, d'une emprise de 77 m<sup>2</sup> en nature de voirie et de dépendance de voirie.

### **ARTICLE 2**

**DE MODIFIER** l'article 5 de la décision métropolitaine n°19/496 du 13 mai 2019 et **DE DIRE** que les crédits sont inscrits à l'opération n°60401 ANTLS chapitre 21, fonction 844, article 2112, Terrains de Voirie du budget principal 2025 et suivants de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que tous les autres articles demeurent inchangés.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **27 MAR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes that form a stylized representation of the name Jean-Pierre Giran.



1971 MAR 28

## BUREAU METROPOLITAIN DU lundi 13 mai 2019

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;"><b>N° 1 9 / 4 9 6</b></p> <p><b>VOIRIE - ELARGISSEMENT ET REGULARISATION FONCIERE DU CHEMIN DE L OIDE SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER - ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE BH 236 ISSUE DE BH 199 AUPRES DES CONSORTS LALOUX ET DE MADAME LE RESTE MARIE- CLAUDE - AUTORISATION DE SIGNATURE</b></p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

### PRESENTS :

M. Robert BENEVENTI,  
M. Robert CAVANNA, M.  
Yannick CHENEVARD, M.  
Hubert FALCO, M. Jean-  
Pierre GIRAN, M. Jean-  
Pierre HASLIN, M. Ange  
MUSSO, M. Francis ROUX,  
M. Christian SIMON, M.  
Hervé STASSINOS, M. Gilles  
VINCENT, M. Marc VUILLEMOT

### ABSENTS :

M. Marc GIRAUD, Mme  
Christiane HUMMEL, M.  
Jean-Sébastien VIALATTE

## **DECISION METROPOLITAINE**

**N° 1 9 / 4 9 6**

**BUREAU DU 13 mai 2019**

**OBJET : VOIRIE - ELARGISSEMENT ET REGULARISATION  
FONCIERE DU CHEMIN DE L OIDE SUR  
LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER -  
ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE BH  
236 ISSUE DE BH 199 AUPRES DES CONSORTS  
LALOUX ET DE MADAME LE RESTE MARIE-CLAUDE  
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **LE BUREAU METROPOLITAIN,**

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** la délibération N° 14/04/5 du 14 avril 2014 portant délégations au Président de TPM,

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 23 avril 1971 de la Ville de la Seyne-sur-Mer autorisant la régularisation foncière et l'acquisition de la parcelle cadastrée section BH n°236, issue de BH n°199, permettant l'élargissement de la VC n°102 dite « chemin de l'Oïde »,

**VU** que dans le cadre du dispositif en vigueur de consultation des Domaines, la valeur vénale estimée de cette acquisition est inférieure au seuil de saisine réglementaire concernant les administrations publiques,

**VU** le procès-verbal de délimitation et le document d'arpentage n° 1504 établis par Monsieur DEPLAGNE Robert, Géomètre Expert,

**VU** les consentements en date des 08/11/2015 et 21/12/2018 des CONSORTS LALOUX, nouveaux propriétaires de la parcelle susvisée, ainsi que l'engagement de cession, daté du 2/01/2019 de Monsieur LE RESTE Louis, tuteur légal de Madame LE RESTE Marie-Claude, pour la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 96 m<sup>2</sup> située sur la parcelle leur appartenant cadastrée BH 236, issue de BH 199,

**CONSIDERANT** que le projet d'élargissement de la voie communale n°102 dite chemin de l'Oïde initialement défini par la Ville de la Seyne-sur-Mer, au titre duquel celle-ci a engagé avec les CONSORTS LALOUX et Madame LE RETE Marie-Claude des négociations aux fins de procéder à la régularisation des limites cadastrales conformément aux limites physiques actuelles,

**CONSIDERANT** que sur la base des accords de l'époque, les travaux d'élargissement du chemin de l'Oïde, ont été réalisés, laissant des personnes privées titrées sur une emprise incorporée dans la voirie publique,

**CONSIDERANT** les accords en date des 08/11/2015 et 21/12/2018 des CONSORTS LALOUX, nouveaux propriétaires de la parcelle susvisée, ainsi que l'accord daté du 02/01/2019 de Monsieur LE RESTE Louis, tuteur légal de Madame LE RESTE Marie-Claude, concernant la cession de cette emprise à l'euro symbolique au titre de l'indemnité d'acquisition amiable,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## **ARTICLE 2**

**D'ACQUERIR** pour un montant d'un euro symbolique la parcelle cadastrée section BH 236, issue de BH 199, d'une emprise de 96 m<sup>2</sup> en nature de voirie et de dépendance de voirie, sise 98, chemin de l'Oïde à La Seyne-sur-Mer.

## **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'acte d'acquisition à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires.

## **ARTICLE 4**

**DE DESIGNER** Maître ATZORI Bruno, notaire à Six-Fours-Les-Plages, en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition.



## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits à l'opération n° 60 401 « ANTLS – Op voiries ex-communales (au titre des régularisations foncières PV-Frais d'actes) » au budget principal 2019 (et suivants) de la Métropole TPM.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 13 mai 2019

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR : 12  
CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

12 0 2015 2

MAIRIE DE LA SEYNE S/MER  
COURRIER ARRIVEE  
N° 615010588  
LE 12/11/15

DESTINATAIRES	EXECUTION	INFORMATION
Chabanne		

## ENGAGEMENT DE CESSION

Je soussigné LALOUX Raymond, -

Propriétaire d'un terrain cadastré section BH n° 199, sis à La Seyne-sur Mer,

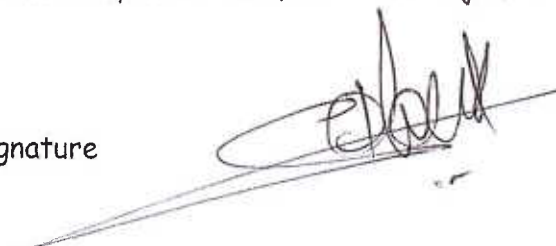
en Communauté de biens - ave mou Efourte  
m'engage à céder  
LALOUX Marthe - née HERISSON,

à l'euro symbolique au profit de la Ville de La Seyne sur Mer, l'emprise foncière à détacher de la parcelle cadastrée section BH n° 199 sise à la Seyne-sur-mer, « Chemin de l'OÏDE » et nécessaire à l'élargissement dudit chemin.

Fait à La Seyne sur Mer, le

08 NOV 2015

Signature



# ENGAGEMENT DE CESSIION

N° 18049505		
28/12/18		
DESTINATAIRES	EXECUTION	INFORMATION
Urbanisme	X	
	28 DEC. 2018	

Je, soussigné,

Monsieur..... LALOUX Frédéric

co-propriétaire de la parcelle cadastrée section BH n° 199, sise à La Seyne-sur-Mer, 98, chemin de l'Oïde.

## m'engage à céder

à l'euro symbolique au profit de la Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE », le tènement foncier cadastré section BH n° 236, d'une superficie de 96 m², à détacher de la parcelle cadastrée section BH n°199, destiné à l'élargissement partiel de la voie communale n°102.

Je donne également mon accord sur l'application du document d'arpentage n°1504 établi par M. DEPLAGNE, Géomètre-Expert.

Fait à LA SEYNE-sur-Mer le 21/12/18

### Signature

(Faire précéder la mention manuscrite « Bon pour accord – Bon pour cession »)

Bon pour accord

Bon pour cession

*[Signature]*

## ENGAGEMENT DE CESSION

Je, soussigné,

Madame LE RESTE Marie Claude

co-proprétaire de la parcelle cadastrée section BH n° 199, sise à La Seyne-sur-Mer, 98, chemin de l'Oïde.

**m'engage à céder**

à l'euro symbolique au profit de la Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE », le tènement foncier cadastré section BH n° 236, d'une superficie de 96 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle cadastrée section BH n°199, destiné à l'élargissement partiel de la voie communale n°102.

Je donne également mon accord sur l'application du document d'arpentage n°1504 établi par M. DEPLAGNE, Géomètre-Expert.

Fait à La Seyne, le 2-01-19

**Signature**

(Faire précéder la mention manuscrite « Bon pour accord – Bon pour cession »)

Bon pour accord - Bon pour cession  
Louis Le Reste  
tuteur de Marie-Claude LERESTE

DÉPARTEMENT

du VAR PUBLICITÉ FONCIÈRE ET CONSERVATION CADASTRALE.

COMMUNE

de LA SEYNE-SUR-MER

Mutations pour 19.....

Cachet du Service d'origine :

6463

anc. Mod. 30 Cad.

N° d'ordre  
du document  
d'arpentage 4504

Section BH

Feuille.

SERVICE DU CADASTRE

Avenue Vert Coteau

TOULON (Var) - Tél. 92.42.20

## Procès-verbal de délimitation <sup>(1)</sup>

### Esquisse <sup>(1)</sup>

Numéro d'ordre au registre  
de constatation des droits : .....

établi..... pour la constatation d'un changement de  
limite de propriété à la demande de :

Vendeur : M. HERISSON

Acquéreur : M. Commune de La Seyne

M. ....

M. ....

M. ....

M. ....

par M. ....

DEPLAGNE Robert  
GÉOMÈTRE - EXPERT FONCIER  
N° 1196 DU TALELADU DE L'ORDRE  
2 Avenue de DONICARDE  
83 - LA SEYNE  
TELEPH. (04) 94 89 12  
CCP 2546 89 MARSEILLE

(2).

Date de l'application provisoire sur le plan minute de conservation : ..... 19.....

(1) Rayer la mention inutile. Préciser le cas échéant, qu'il s'agit d'une esquisse provisoire.

(2) Qualité de la personne agréée (géomètre-expert foncier, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du Service du Cadastre, etc.) et adresse.



## (Col. 2 et 7 à 15 à remplir par le Service du Cadastre).

### SITUATION ANCIENNE.

### SITUATION NOUVELLE.

Total.....

(1) Porter la mention « F. » pour les propriétés déjà inscrites au fichier immobilier. — (2) Ilot de propriété ou parcelle suivant le mode de numérotage du plan cadastral. — (3) Subdivisions fiscales.

SITUATION ANCIENNE.			SITUATION NOUVELLE.		
CONTENANCE du changement.			CALKULS AUXILIAIRES ET COMPENSATION DES RÉSULTATS.		
NOM ET PRÉNOM du propriétaire.			N° du plan (1).		
2			3		
4			5		
ha a ca			ha a ca		
N° 235			27 19		
LERESIE			4061 3769 3498		
Commune de BH 236			96		
La Chapelle			3498 3489 3479		
			0009 0010		
			moy. 95 <sup>m2</sup> superficie totale 96 <sup>m2</sup> colonie		
			sur finc. an 1/200		
			La superficie de 96 <sup>m2</sup> est à déduire du lot forestier attribué à M. Merismon		
Total .....			28 15		



COMMUNE  
de LA SEYNE  
S<sup>se</sup> B H  
Echelle: 1  
1.000

6462 T  
anc. Mod 30 cad

N° d'ordre du document d'arpentage	4504
Tableau d'assemblage	à modifier (1) sans chang (1)
(1) Rayer la mention inutile.	



Extrait du plan minute établi  
par la personne agréée dans  
les bureaux du Cadastre (1).  
Cochet du Service d'origine

Le présent document d'arpentage a été établi sur un extrait de plan cadastral  
— d'après les indications fournies au bureau par les propriétaires (1)  
— en conformité d'un piquetage effectué sur le terrain par les propriétaires (1).  
— d'après un plan d'arpentage ou de bornage dont copie ci-jointe, dressé le 12 décembre 1970 par les Services  
MR DEPLAGNE, géomètre à LA SEYNE (1). Techniques de LA SEYNE

A LA SEYNE le 15 FEVRIER 1971

Le Géomètre-Expert (2).

Les propriétaires.



(1) Rayer les mentions inutiles.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre-expert foncier, inspecteur ou technicien retraité du Service du Cadastre, etc.).



Commune :  
LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document  
d'arpentage : 8895 D  
Document vérifié et numéroté le 11/07/2022  
A TOULON  
Par Clément FABRY  
Géomètre  
Signé

TOULON  
171 avenue de Vert Coteau  
CS 20127

83071 TOULON CEDEX  
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

# DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)  
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies - au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé

le par géomètre à

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées  
au dos de la remise 6463.

, le

Section : BH  
Feuille(s) : 000 BH 01  
Qualité du plan : Plan régulier avant  
20/03/1980  
Echelle d'origine : 1/1000  
Echelle d'édition : 1/600  
Date de l'édition : 11/07/2022  
Support numérique : .....

D'après le document d'arpentage  
dressé

Par **opsia** méditerranée (2)  
Réf. :  
Le François HOSPITAL  
Géomètre Expert DPLG n° 105  
BP 70108 - 13363 Marseille Cedex 10  
Tel. +33(0) 496 203 610  
contact@opsia.fr - www.opsia.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une acquisition (par rachat ou par acte de vente à prix). Dans le cas contraire, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.  
(2) Qualité de la signature après (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien titré du cadastre, etc...)  
(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (municipalité, avocat, notaire, etc...)



CP

101405



Compte 113429  
Dossier 101405601  
CP/CP/CG  
VENTE LALOUX - LE RESTE / TPM

**L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ,  
LES**

**pour le VENDEUR  
pour l'ACQUEREUR et le notaire soussigné**

**A**

**SIX-FOURS LES PLAGES (83140) en l'Office notarial ci-après dénommé  
pour le VENDEUR,**

**TOULON (83000), au siège de la METROPOLE TOULON-PROVENCE-  
MEDITERRANEE, 107 Boulevard Henri Fabre pour l'ACQUEREUR et le notaire  
soussigné,**

**Maître Christophe PICHAUD, Notaire au sein de la société dénommée  
"NOTASIX, NOTAIRES ASSOCIES", société d'exercice libéral à responsabilité  
limitée, dont le siège est à SIX-FOURS LES PLAGES (Var), 394 Avenue de la  
Mer, Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, identifié sous le numéro  
CRPCEN 83065,**

**A RECU LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après  
identifiées.**

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité  
foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat  
indissociable et unique.

La première partie dite "partie normalisée" constitue le document  
hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la  
publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du  
calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite "partie développée" comporte des informations,  
dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

#### PARTIE NORMALISEE

#### IDENTIFICATION DES PARTIES

**- VENDEUR -**

Le **SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER 98-114 CHEMIN DE L'OIDE**, Syndicat de copropriété dont le siège est à LA SEYNE-SUR-MER (83500), chemin de l'Oïde, non immatriculé au SIREN.

**- ACQUEREUR -**

La **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, personne morale de droit public située dans le département du Var, dont l'adresse est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

**QUOTITÉS VENDUES**

Le **SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER 98-114 CHEMIN DE L'OIDE** vend la pleine propriété.

**QUOTITÉS ACQUISES**

La **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE** acquiert la totalité en pleine propriété.

**PRÉSENCE - REPRÉSENTATION**

- Le **SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER 98-114 CHEMIN DE L'OIDE** est représenté à l'acte par :

- Monsieur Raymond LALOUX, Madame Marthe HERISSON épouse LALOUX, et Monsieur Frédéric LALOUX, propriétaires du lot 1 de l'ensemble immobilier ;
- Monsieur Louis LE RESTE, propriétaire du lot 2 de l'ensemble immobilier.

Soit l'ensemble des copropriétaires, l'ensemble immobilier étant divisé en 2 lots numérotés de 1 à 2.

- La **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE** est représentée à l'acte par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délégation de signature à son profit par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**, suivant arrêté n° AP 23/49 du 11 mai 2023, dont une copie est annexée.

Monsieur GIRAN ayant agi en sa qualité de Président de la **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/75 en date du 4 mai 2023, et spécialement à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Bureau Métropolitain numéro 19/496 en date du 13 mai 2019, ci-après visée.

*complétée par la décision Président n° 25/?? du ??* *complète par l'arrêté n° AP 24/13 du 7 février 2024.* *et ayant reçu délégation d'attribution en matière d'argu h* *siors parrénos à l'euro symbolique aux termes d'une délibération du conseil métropolitain n° 23/05/78*

**DECLARATIONS SUR LA CAPACITE**

Le **VENDEUR** déclare avoir la pleine capacité pour contracter aux présentes, n'étant soumis ni susceptible d'être soumis à aucune mesure pouvant porter atteinte à celle-ci.

En outre, il déclare que les mentions le concernant relatées ci-dessus sont exactes et complètes.

De son côté, le représentant de l'**ACQUEREUR** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au notaire soussigné par la production des pièces sus-indiquées, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

## DÉCISION DU BUREAU MÉTROPOLITAIN

Le représentant de la métropole est spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes d'une décision de son Bureau métropolitain en date du 13 mai 2019 télétransmise à la préfecture le 21 mai 2019, dont une ampliation est annexée, *complétée par une décision Président n° 25/???*  
*du 22/11/22*

Il déclare :

- que la décision a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le Tribunal administratif pour acte contraire à la légalité.

### TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité de vendeurs, ils contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUÉREUR**" désigne la métropole.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUÉREUR**.
- Les mots "**BIEN**" ou "**BIENS**" ou "**IMMEUBLE**" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**mobilier**" désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et transmis avec ceux-ci.
- Le mot "annexe" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte.

**CECI EXPOSE, il est passé à la vente objet des présentes.**

### NATURE ET QUOTITÉ DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend pour sa totalité en pleine propriété à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** dont la désignation suit.

### IDENTIFICATION DU BIEN

#### DÉSIGNATION

A LA SEYNE-SUR-MER (VAR) 83500, Chemin de l'Oïde.

Une parcelle de terrain.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
BH	809	LES PLAINES	00 ha 00 a 77 ca

#### Division cadastrale

La parcelle, sise sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER, originellement cadastrée section BH numéro 199 lieudit LES PLAINES pour une contenance de vingt-huit ares quinze centiares (00ha 28a 15ca) a fait l'objet d'une division en



plusieurs parcelles de moindre importance. De cette division sont issues les parcelles suivantes.

- La parcelle vendue cadastrée section BH numéro 809 désignée sous teinte verte au plan annexé.
- Le **VENDEUR** conserve la propriété de :
  - La parcelle désormais cadastrée section BH numéro 808 pour une contenance de vingt-sept ares trente-huit centiares (00ha 27a 38ca), désigné sans teinte particulière.

Cette division résulte d'un document modificatif du parcellaire dressé par François HOSPITAL géomètre expert à MARSEILLE, le 11 juillet 2022 sous le numéro 8895D.

Une copie de ce document est annexée.

Ce document est annexé à l'extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre, dont le notaire soussigné requiert la publication de l'ensemble des divisions parcellaires relatées sur l'extrait de plan, y compris celles éventuellement non visées par l'opération immobilière objet des présentes, auprès du service de la publicité foncière compétent, simultanément aux présentes.

### **EFFET RELATIF**

Etat descriptif de division suivant acte reçu par Maître PORCEL notaire à LA SEYNE-SUR-MER le 1er août 1968, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1 le 19 septembre 1968, volume 4974, numéro 24.

Il est précisé que le service de la publicité foncière de TOULON 1 ci-dessus indiqué a fusionné avec celui de TOULON auprès duquel l'acte sera déposé.

### **CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT**

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

### **PROPRIÉTÉ JOUISSANCE**

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques.

### **P R I X**

La présente vente est consentie et acceptée moyennant un montant de **UN EURO (1,00 EUR) SYMBOLIQUE** pour tout prix, *non rattrapable*

### **ESTIMATION VENALE**

Pour la perception des émoluments du notaire soussigné, la valeur vénale est fixée à CINQ MILLE SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (5 775,00 EUR).

### **PAIEMENT DU PRIX - MODALITES**

Précision étant ici faite que compte tenu du prix de vente fixé à l'euro symbolique, les parties conviennent qu'aucun paiement ne sera effectué par la comptabilité du notaire soussigné.

En vertu des dispositions de l'article L 1212-2 du Code général de la propriété des personnes publiques, le notaire rédacteur de l'acte procède s'il y a lieu, sous sa responsabilité, à la purge de tous privilèges et hypothèques.

L'état hypothécaire ci-après relaté permet de constater qu'il n'existe pas d'empêchement à la remise du prix au **VENDEUR**.

Par suite, en vertu de l'article L 2241-3 du Code général des collectivités territoriales et l'article L 2241-1 du Code général des collectivités territoriales, le comptable public est déchargé de toute responsabilité.

Le notaire atteste sous sa responsabilité qu'il n'existe pas à sa connaissance de vente antérieure concernant le bien objet de la présente vente.

### **FORMALITÉ FUSIONNÉE**

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée, dans le mois de sa date, au service de la publicité foncière de TOULON.

### **DECLARATIONS FISCALES**

#### **IMPÔT SUR LA PLUS-VALUE**

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **VENDEUR** :

Etat descriptif de division suivant acte reçu par Maître PORCEL, notaire à LA SEYNE-SUR-MER, le 1er août 1968.

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de TOULON 1, le 19 septembre 1968, volume 4974, numéro 24.

**Exonération de l'impôt sur les plus-values immobilières en vertu de l'article 150 U II 6° du Code général des impôts.**

La présente vente étant réalisée pour un prix non supérieur à 15.000 euros, le **VENDEUR** bénéficie de l'exonération de l'impôt sur les plus-values conformément aux dispositions de l'article 150 U, II 6° du Code général des impôts.

Par suite, le notaire est dispensé de déposer l'imprimé 2048-IMM-SD.

#### **DOMICILE FISCAL**

Pour le contrôle de l'impôt, le **VENDEUR** déclare pour chaque copropriétaire ci-après qu'il est effectivement domicilié à sa connaissance à l'adresse suivante et dépend du centre des finances publiques mentionné.

Le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER 98-114 CHEMIN DE L'OÏDE a son siège à LA SEYNE-SUR-MER (83500), chemin de l'Oïde, et dépend de la recette des impôts de LA SEYNE-SUR-MER (83500), 76 allée de Paris.

#### **DISPENSE D'AVIS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE DE L'ÉTAT**

Les présentes n'ont pas à être précédées de l'avis de l'autorité compétente prévu par l'article L 1211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques comme étant d'un montant inférieur au seuil fixé par l'autorité compétente de l'Etat dans la mesure où la vente ne s'inscrit pas dans une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à ce seuil.

Le seuil actuel est de 180.000 euros, tel que fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 au visa de l'article L 1311-10 du Code général des collectivités territoriales.

#### **IMPÔT SUR LA MUTATION**

La vente est exonérée de taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

L'assiette des droits est de UN EURO (1,00 EUR).

**DROITS**

			<u>Mt à payer</u>
Taxe départementale 0,00	x 0,00 %	=	0,00
Frais d'assiette 0,00	x 0,00 %	=	0,00
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>

**CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE**

Les dispositions du présent acte à publier au fichier immobilier sont exonérées de la contribution de sécurité immobilière en application des dispositions du II de l'article 879 du Code général des impôts.

**MODIFICATIF A ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION**

Par suite de la division cadastrale et de la cession d'une parcelle au profit de la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE, la copropriété dénommée 98-114 CHEMIN DE L'OIDE, composée de 2 lots de copropriété numérotés de 1 à 2 ainsi qu'il résulte d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître PORCEL, notaire à LA SEYNE-SUR-MER, le 1<sup>er</sup> août 1968, publié au service de la publicité foncière de TOULON le 19 septembre 1968, volume 4974, numéro 24, est désormais cadastrée :

Section	N°	Lieudit	Surface
BH	24	98 CHE DE L OIDE	00 ha 00 a 52 ca
BH	808	LES PLAINES	00 ha 27 a 38 ca

**FIN DE PARTIE NORMALISEE**

## PARTIE DÉVELOPPÉE

### EXPOSE

La vente, négociée amiablement entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**, concerne un **BIEN** classé en emplacement réservé numéro 108 au plan local d'urbanisme de la commune de LA SEYNE-SUR-MER au profit de la METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE, ayant pour objet l'élargissement du chemin de l'Oïde à 8 mètres.

## CONDITIONS ET DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

### GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'ÉVICTION

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que la consistance du **BIEN** n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a pas effectué de travaux de remblaiement, et qu'à sa connaissance il n'en a jamais été effectué,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

### GARANTIE DE JOUISSANCE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

### GARANTIE HYPOTHÉCAIRE

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

Un état hypothécaire obtenu à la date du , dernier arrêté d'enregistrement, ne révèle aucune inscription ni prénotation.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

### SERVITUDES

L'**ACQUEREUR** profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

Le **VENDEUR** déclare :

- ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude ou de droit de jouissance spéciale qui ne seraient pas relatés aux présentes,



- qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou droits de jouissance spéciale que celles ou ceux résultant, le cas échéant, de l'acte, de la situation naturelle et environnementale des lieux et de l'urbanisme,
- ne pas avoir connaissance de faits ou actes tels qu'ils seraient de nature à remettre en cause l'exercice de servitude relatée aux présentes.

#### ETAT DU BIEN

L'**ACQUEREUR** prend le **BIEN** dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le **VENDEUR** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **VENDEUR** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si l'**ACQUEREUR** a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par l'**ACQUEREUR**, dans le délai légal, que les vices cachés étaient en réalité connus du **VENDEUR**.

Toutefois, le **VENDEUR** est avisé que, s'agissant des travaux qu'il a pu exécuter par lui-même, la jurisprudence tend à écarter toute efficacité de la clause d'exonération de garantie des vices cachés.

En cas de présence de déchets, le propriétaire du **BIEN** devra supporter le coût de leur élimination, qu'ils soient les siens ou ceux de producteurs ou de détenteurs maintenant inconnus ou disparus.

Le propriétaire simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de cette obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par un tiers par complaisance ou négligence.

Le Code de l'environnement, en son article L 541-1-1, définit le déchet comme toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

#### CONTENANCE

Le **VENDEUR** ne confère aucune garantie de contenance du terrain.

#### IMPÔTS ET TAXES

Le **VENDEUR** déclare être à jour des mises en recouvrement des impôts locaux.

L'**ACQUEREUR** est redevable à compter de ce jour des impôts et contributions.

La taxe d'habitation, si elle est exigible, est due pour l'année entière par l'occupant au premier jour du mois de janvier.

La taxe foncière, ainsi que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères si elle est due, sont réparties entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** prorata temporis en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de cette année.

Compte tenu du faible montant à répartir, les parties entendent dès à présent se dispenser de cette répartition, le **VENDEUR** conservant la charge de ces taxes pour l'année entière.

ASSURANCE

L'ACQUEREUR, tout en étant informé de l'obligation immédiate de souscription, ne continuera pas les polices d'assurance actuelles garantissant le BIEN et confère à cet effet mandat au VENDEUR, qui accepte, de résilier les contrats lorsqu'il avertira son assureur de la réalisation des présentes.

CONTRAT D'AFFICHAGE

Le VENDEUR déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISMEDISPENSE D'URBANISME

L'ACQUEREUR a requis l'établissement de l'acte sans la production des pièces d'urbanisme.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PRÉEMPTIONDROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

L'immeuble est situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme a été notifiée à la mairie de la commune du lieu de situation de l'immeuble le 20 mai 2021.

Une copie de cette déclaration d'intention d'aliéner en date du 20 mai 2021, ainsi que l'avis de réception portant la date du 25 mai 2021 sont demeurés joints et annexés aux présentes.

Plus de deux mois s'étant écoulés depuis l'avis de réception de la déclaration d'intention d'aliéner sans que le bénéficiaire du droit de préemption ait fait connaître sa décision, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption en application de l'article R 213-7 du Code de l'urbanisme.

ETAT DES RISQUES

Un état des risques est annexé.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER 98-114 CHEMIN DE L'OIDE aux termes de l'état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître PORCEL, notaire à LA SEYNE-SUR-MER, le 1er août 1968, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1 le 19 septembre 1968, volume 4974, numéro 24.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le VENDEUR déclare avoir porté à la connaissance de l'ACQUEREUR l'ensemble des

*Merçi de  
re purger*

informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au **BIEN**, ainsi qu'à son usage, dont il a personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les **PARTIES** attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

### **CONCILIATION – MÉDIATION CONVENTIONNELLE**

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le président de la chambre des notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le président de la chambre des notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

### **TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIÈCES**

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer en son siège sus indiqué.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera en son siège sus indiqué.

Chacune des parties s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile ou siège et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

### **POUVOIRS - PUBLICITÉ FONCIÈRE**

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

### **AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

### **MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les intéressés peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, ils peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Ils peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les intéressés peuvent contacter à l'adresse suivante : [dpo.notaires@datavigiprotection.fr](mailto:dpo.notaires@datavigiprotection.fr)



Si ces personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

### **CERTIFICATION D'IDENTITÉ**

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

### **FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES**

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

### **DONT ACTE sur douze pages**

#### **Comprenant**

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

#### **Paraphes**

Fait et passé aux lieu(x), jour(s), mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.

